Projet de règlement grand-ducal

portant modification du règlement grand-ducal du 19 décembre 2008 relatif à la comptabilité et aux budgets des institutions de sécurité sociale.

Avis du Conseil d'Etat

(17 décembre 2010)

Par dépêche du 29 octobre 2010, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a soumis pour avis au Conseil d'Etat le projet de règlement grand-ducal sous avis. Audit projet, qui tend à modifier et à actualiser le règlement grand-ducal du 19 décembre 2008 relatif à la comptabilité et aux budgets des institutions de sécurité sociale, étaient joints un commentaire des articles, un exposé de motifs ainsi qu'un texte coordonné du futur règlement grand-ducal modifié du 19 décembre 2008.

Les avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics et de la Chambre des salariés ont été communiqués au Conseil d'Etat par dépêches respectivement des 29 et 30 novembre 2010.

*

La base juridique du règlement grand-ducal en question est fournie tant par le Code de la sécurité sociale, que par la loi modifiée du 30 juillet 1960 concernant la création d'un Fonds national de solidarité.

Le texte à modifier, pris dans le cadre de l'introduction d'un statut unique au 1^{er} janvier 2009, avait en son temps remplacé et abrogé les cinq règlements grand-ducaux suivants:

- le règlement grand-ducal du 22 décembre 1989 concernant la comptabilité et les comptes annuels des organismes de la sécurité sociale et du fonds national de solidarité;
- le règlement grand-ducal du 27 mai 1993 concernant les règles budgétaires applicables à l'assurance maladie-maternité;
- le règlement grand-ducal modifié du 22 décembre 1995 fixant la clé de répartition des frais administratifs communs entre organismes de sécurité sociale;
- le règlement grand-ducal du 24 novembre 2003 concernant la prise en charge par l'Union des caisses de maladie des frais de fonctionnement des caisses de maladie d'entreprise; ainsi que
- le règlement grand-ducal du 10 février 1993 concernant l'organisation administrative provisoire de la caisse nationale des prestations familiales.

Le projet sous avis a pour but, d'après ses auteurs, de faire une synthèse suite à l'application du règlement grand-ducal du 19 décembre 2008, d'en

faire le bilan et d'en déduire les adaptations sur la voie de la poursuite d'une simplification des procédures administratives. La base en sera une simplification des procédures budgétaires.

Les institutions visées par le règlement grand-ducal sont celles définies par l'article 396, alinéa 1^{er} du Code de la sécurité sociale, à savoir:

- la Caisse nationale de santé;
- la Caisse de maladie des fonctionnaires et employés publics;
- la Caisse de maladie des fonctionnaires et employés communaux;
- l'Entraide médicale de la société nationale des chemins de fer luxembourgeois;
- la Mutualité des employeurs;
- l'Association d'assurance contre les accidents;
- la Caisse nationale d'assurance pension;
- le Fonds de compensation;
- la Caisse nationale des prestations familiales;
- le Centre commun de la sécurité sociale.

Le Fonds national de solidarité fait également partie des institutions régies par le règlement.

Le Conseil d'Etat renvoie à son avis du 9 décembre 2008, pris dans le cadre du règlement actuellement sujet à adaptation, dans lequel il avait approuvé la démarche gouvernementale. Le présent projet ne met pas en cause les orientations de base prises à l'époque.

Le but désormais sera la réduction des charges administratives de gestion du budget, de sorte que la liste des crédits non limitatifs sera étendue (point 5 du projet modifiant l'article 17). La définition des crédits non limitatifs pour frais d'administration sera relaissée à l'annexe du plan comptable uniforme. La liste pourra être étendue par l'Inspection générale de la sécurité sociale suivant les besoins des institutions, sans devoir modifier le règlement grand-ducal. Le texte prévoit par ailleurs une « souplesse supplémentaire (point 7 du projet modifiant l'article 21, alinéa 2) en cas de dépense non prévue nécessitant l'engagement de moyens budgétaires non disponibles, sans attendre les autorisations du comité directeur ou du conseil d'administration et du ministre compétent », ceci d'après les auteurs en cas d'urgence.

Le projet sous avis fixe également une clé actualisée de répartition des frais du Centre commun de la sécurité sociale entre les diverses institutions. Une nouvelle méthodologie a été prise, avec comme base les données issues des décomptes de l'exercice 2009 concernant les cotisations calculées par le Centre commun de la sécurité sociale pour l'utilisateur, les prestations payées et les traitements et salaires payés par l'utilisateur (point 10 du projet modifiant l'article 31).

*

Le Conseil d'Etat n'a pas d'objections à formuler quant à l'agencement du projet sous avis.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 17 décembre 2010.

Le Secrétaire général,

s. Marc Besch

Le Président,

s. Georges Schroeder